

# MEETING DE L'ALLIANCE DE L'ALGÉRIE VERTE : «Nous donnerons la priorité au ministère des Affaires religieuses»

**Ce vendredi matin, la salle omnisports d'Es-Senia a abrité un rassemblement organisé par l'Alliance de l'Algérie verte, dont les trois chefs de parti n'ont pas caché leur conviction de voir leur alliance remporter un nombre important de sièges.**

Des discours qui s'articulaient autour de ce qu'ils appellent déjà «notre prochain gouvernement», qui, disent-ils, «nous permettra d'appliquer notre programme de l'Algérie verte et nous donnera la priorité au ministère des Affaires religieuses qui a toujours été relégué au dernier plan des priorités de l'actuel gouvernement et nous saurons mieux organiser la saison du hadj». Contrairement

aux attentes des organisateurs, l'alliance des trois partis d'El Islah, En Nahda et du MSP n'a pas drainé la grande foule. Prévu à 10h, les présents ont dû patienter en attendant les trois leaders de l'Alliance en écoutant des chants religieux, patriotiques et ce n'est qu'aux environs de 11h passés que le coup d'envoi du meeting a été donné par Hamlaoui Akouchi, président d'El



L'Alliance verte unie autour d'un programme réformateur.

Islah, qui a versé dans un prêche religieux sur la notion de l'union dans l'Islam en prenant pour

exemple le prophète et sa prouesse à réunir les Arabes. Le président du MSP a, quant à lui, voulu

résumer les douze jours de campagne menés par l'Alliance de l'Algérie verte, qui, dit-il, a fait ressortir deux points majeurs «il y a ceux parmi les chefs de parti et autres indépendants qui ont tenu des propos négatifs à l'égard des réalisations en Algérie, en noircissant le tableau et ceux qui prônent la séparation de l'Islam de la politique».

Pour le président du MSP, la religion est indissociable du politique et estime que les partis politiques et autres indépendants qui n'ont pas de programme et qui comptent gouverner pour expérimen-

ter, «nous leur disons que nous, à l'Alliance de l'Algérie verte, nous comptons réaliser et non pas expérimenter», dit-il.

Pour sa part, Fatah Rebaï (El Islah), tout en désignant le dépliant contenant le programme de l'Alliance, dira : «Notre programme est réformateur et vise à lutter contre les phénomènes négatifs qui ont accablé les Algériens pendant 50 ans, notamment le chômage, la crise de logement, la hogra et la corruption.» La rencontre s'est achevée par des appels à aller voter relayés par des Allah Akbar.

Amel Bentolba

## OBSERVATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

# Le chef de la mission de l'UE depuis hier à Alger

**Le chef de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE UE), José Ignacion Salafranca Sanchez-Neyra, était de retour hier vendredi à Alger. Ce séjour, le second du genre, depuis la venue de la mission en Algérie, sera ponctué par des rencontres avec les acteurs du processus électoral ainsi que par des visites dans les wilayas.**

**Sofiane Aït Iffis - Alger (Le Soir) -** Comme de besoin, l'observateur en chef de l'Union européenne a précisé encore que sa mission n'a pas vocation d'interférer d'aucune manière dans le processus électoral en cours.

«Notre mission est sur le terrain depuis plus de trois semaines. Nous avons déployé nos observateurs dans le pays et ils sont en train d'examiner attentivement la campagne électorale et la préparation des élections. La MOE UE a pour objectif de présenter une évaluation précise, détaillée et impartiale du processus électoral conformément au cadre juridique national et régional, et aux normes et traités internationaux signés par l'Algérie. Notre méthodologie prévoit une évaluation minutieuse des éléments-clés de tout le dispositif électoral sans interférer dans

le processus en cours. Par conséquent, la mission ne délivrera aucune déclaration et aucun rapport avant le jour du scrutin», a affirmé Salafranca Sanchez-Neyra, mercredi, dans une déclaration publique. Il est clair donc que la MOE de l'UE s'interdira toute déclaration jusqu'à 48 heures après la tenue du scrutin législatif. En effet, le chef de la mission d'observation y tiendra une conférence de presse, durant laquelle il partagera l'évaluation qu'il s'est faite aussi bien du processus électoral que du déroulement de l'opération de vote elle-même.

La mission a déjà élaboré un premier rapport interne. Elle devra en établir deux autres hebdomadaires. Mais le plus important pour cette mission d'observation est le rapport qu'elle rédigera à l'intention de la Commission européenne. Le rapport aura à établir la crédibilité ou pas des élections législatives sur lesquelles pèse une appréhension de forte abstention et des soupçons de fraude.

La nature du rapport influera, partant, sur la relation entre l'Algérie et la Commission européenne, tant est qu'à travers le scrutin législatif sera jugé et jugé le degré d'engagement du pouvoir à rompre avec les méthodes du passé.

Ce n'est pas sans raison que le chef de l'Etat, qui a promis des réformes politiques profondes, s'implique lourdement dans la campagne pour la mobilisation électorale, multipliant les appels à la participa-

tion et allant même jusqu'à comparer le 10 mai prochain au 1<sup>er</sup> Novembre 1954, jour de déclenchement de la guerre de Libération nationale. Cela étant, il est à noter que dès le 7 mai, soit trois jours avant la tenue des élections législatives, 60 observateurs européens dits de courte durée seront déployés dans les 48 wilayas. Le jour du scrutin, des observateurs locaux, également de courte durée, diplomates des pays de l'UE, de la Norvège et du Canada, ainsi qu'une délégation du Parlement européen composée de 11 membres, renforceront le dispositif européen d'observation.

### Le NDI chez Seddiki

La délégation de l'Institut national démocratique (NDI) s'est rendue au siège de la Commission nationale de surveillance des élections législatives pour s'enquérir des missions de ses membres. Les entretiens entre la délégation du NDI et les membres de la Commission ont porté sur les missions de celle-ci, les moyens matériels mis à sa disposition et les dépassements enregistrés durant la première semaine de la campagne électorale. Selon un membre de la délégation, le NDI «élaborera un rapport global sur la conformité de l'opération électorale en Algérie aux normes internationales» qu'il diffusera sur son site internet.

S. A. I.

## SOUK-EL-TENINE (TIZI-OUZOU)

# Un entrepreneur enlevé par des terroristes

**C'est de nouveau la consternation dans la circonscription de Maâtkas, meurtrie par l'insécurité et plus particulièrement par cette spirale d'enlèvements qui n'en finit pas et qui vise les entrepreneurs, commerçants et autres citoyens «jugés» aisés par les groupes terroristes d'Aqmi, écumant les différents maquis cernant la région, tels El-Maj et Boumhani au sud, Sidi-Ali Bounab à l'ouest et Amjoudh au nord.**

Ainsi, un énième cas d'enlèvement vient hélas d'être comptabilisé dans la soirée du mercredi 25 avril au lieu-dit «Tanekoult Bouvroune» où un groupe terroriste composé de 5 éléments armés a fait irruption au siège d'une petite entreprise de bâtiments pour s'en prendre à son gérant Omar Rabahallah, 43 ans et père de famille.

En effet, il était à peine 21 heures, la victime comme à son habitude était en pleine partie de causerie avec deux de ses amis, quand subitement surgirent ses ravisseurs de l'arrière de la cour de son bureau qui donne sur le maquis d'Amjoudh.

Après vérification de son identité, les terroristes avaient pris le soin de délester les deux amis de la victime de leurs téléphones portables pour ensuite «inviter» le jeune entrepre-

neur à conduire lui-même sa Hyundai Tucson à bord de laquelle ils ont tous pris place pour prendre

la direction d'Ighil-Oumenchar en passant par la petite ville de Souk-El-Ténine. Le véhicule a été retrouvé et récupéré exactement à l'endroit où sept patriotes et leur chauffeur exerçant chez SNC Lavallin, avaient trouvé la mort lors d'une embuscade terroriste en octobre 2009.

Pour l'heure, nous ignorons si la famille de l'otage a été contactée ou non, mais des rumeurs évoquent

déjà une rançon d'un milliard deux cent millions, la somme exigée pour libérer Omar.

Comme à l'accoutumée, un black-out total est observé, et ce, pour ne pas mettre en péril la vie de la victime.

Les citoyens de la région ne cessaient d'affluer depuis jeudi vers le domicile des Rabahallah en signe de solidarité et de compassion.

A. Idir

## Maâtkas, capitale du kidnapping !?

La circonscription de Maâtkas composée de deux communes où résident quelque 54 000 habitants demeure l'une des contrées les plus vulnérables en matière d'insécurité.

Cette région ne cesse de défrayer la chronique sécuritaire de par les nombreux actes terroristes qui s'y sont produits. En effet, des incursions terroristes aux faux barrages dressés autrefois sur les CW 147 et 128, en passant par les nombreux kidnappings de membres des familles de commerçants et d'entrepreneurs, chose qui lui a valu ce triste sobriquet de «capitale des kidnappings», cette circonscription aura souffert, particulièrement avant et même après l'érection d'une Sûreté de daïra, car devons-nous le rappeler, il n'y a pas que le terrorisme islamiste qui frappe de plein fouet cette collectivité, le banditisme a également sévi à travers quasiment tous les villages.

Il faut dire que la situation géographique de cette daïra située entre trois des plus importantes bases arrières des

islamistes de l'ex-GSPC à savoir Amjoudh au nord, El Haj-au sud et Boumhani à l'ouest, fait que son territoire demeure l'un des plus indiqués pour les acolytes de Droukdel afin de commettre leurs ignobles actes.

Aujourd'hui, le renforcement du dispositif sécuritaire, par l'implantation par exemple, des unités de l'Armée nationale populaire, au niveau des points chauds tels que Afir, Betrouna, Souk-El-Ténine, Ighil-Oumenchar... demeure impératif. Car à vrai dire, ce n'est pas cet effectif réduit de la Sûreté de daïra qui pourra couvrir sécuritairement tout ce vaste territoire qui regorge de maquis terroristes.

«Pourtant, la Constitution garantit la sécurité des citoyens et de leurs biens, alors où est l'Etat ?» clamera un commerçant. Il faut dire qu'un climat de psychose est omniprésent à travers la totalité des villages et particulièrement ceux, sis à proximité des bases arrières de l'ex-GSPC.

A. I.

## LUTTE ANTI-TERRORISTE Le patron du FBI en visite à Alger

Le directeur du Bureau fédéral d'investigation des Etat-Unis (FBI) était, jeudi, à Alger dans le cadre d'une visite officielle.

Robert Mueller a rencontré des «officiels» chargés de la sécurité et de la justice. «L'objectif de cette visite était de discuter des questions d'intérêt commun et des moyens de renforcer davantage les efforts conjoints de notre lutte collective contre la criminalité et les menaces de sécurité», a indiqué l'ambassade des Etats-Unis à Alger dans un communiqué de presse rendu public jeudi.

L'ambassade ne donne aucun détail sur l'identité et le statut des responsables algériens rencontrés par le patron du FBI, ni même des précisions sur les dossiers abordés. «Monsieur Mueller a exprimé sa gratitude envers le gouvernement algérien pour sa coopération continue dans le cadre de la convention sur l'entraide judiciaire en matière pénale signée en 2010, ainsi que son partenariat ; et a également déclaré qu'il attend avec impatience la poursuite de cette collaboration», s'est contenté de préciser le communiqué.

Il est, cependant, certain que cette visite entre dans le cadre des actions de lutte contre le terrorisme transnational, notamment avec la détérioration de la situation sécuritaire dans la sous-région du Sahel.

T. H.